

## CLIN D'OEIL AU PRÉSIDENT PIERRE NKURUNZIZA

Monsieur le Président,

Vous ne me connaissez pas, et je ne vous ai vu que de loin le 17/8/2013, au stade de Mbuye. Vos services vous indiqueront que je suis bien une personne en chair et en os, ayant loyalement servi notre pays au sein de la diplomatie pendant plus de vingt ans. Mes conseils ont été fournis à cinq Présidents de la République successifs mais j'étais payé pour cela. Le clin d'œil que je vous lance aujourd'hui est offert comme contribution gratuite, en qualité de citoyen interpellé par les dérapages en cours dans mon pays. Je traduis ici le sentiment de millions de Burundais et des indéfectibles amis du Burundi.

Je vous lance ce message comme une bouteille jetée à la mer, conscient que votre entourage épaissira la chape de plomb sous laquelle il vous emprisonne pour vous isoler de la triste réalité du Burundi sous l'odieuse répression de votre régime. Qu'à cela ne tienne. J'espère qu'il y aura toujours un bon samaritain qui vous aime suffisamment pour vous en parler. Ou par miracle, votre conseiller Willy Nyamitwe pourrait tiquer et exploiter l'une ou l'autre des idées véhiculées par ce message.

Je ne peux m'empêcher de constater une troublante ressemblance entre la monumentale gaffe politique de Mitt Romney, candidat à la présidence américaine en 2012 et votre propre appréciation de la situation prévalant au Burundi en mai 2015. Avec cette différence de taille que Mitt Romney était un candidat investi par son parti et respecté par ses adversaires, tandis que vous êtes adulé par votre formation politique mais controversé et publiquement contesté jusque dans la rue.

Le candidat Mitt Romney déclarait ce qui suit à un caucus de magnats américains supportant sa campagne: *"There are 47 percent of the people who will vote for the president (Barak Obama-ma note) no matter what. All right, there are 47 percent who are with him, who are dependent upon government, who believe that they are victims, who believe the government has a responsibility to care for them, who believe that they are entitled to health care, to food, to housing, to you-name-it -- that that's an entitlement. And the government should give it to them. And they will vote for this president no matter what. ... These are people who pay no income tax. My job is not to worry about those people. I'll never convince them they should take personal responsibility and care for their lives."*

Cette phénoménale gaffe a eu pour résultat que ces 47% de la population américaine et d'autres citoyens révoltés par ce flagrant mépris d'une partie de l'électorat lui ont carrément barré la route vers la présidence tant convoitée.

Il y a une semaine, vous avez déclaré à la radio-télévision publique (RTNB) que *"la paix et la sécurité règnent sur 99,9% du territoire burundais"*, que le mouvement *"d'insurrection" actuel n'est "signalé que dans quatre quartiers de la mairie de Bujumbura uniquement"* et réaffirmé que ce mouvement était *"intimement lié (au) coup d'État manqué"*. Or, au 26 mai 2015, à Buterere, Centre-ville de Bujumbura, Cibitoke, Commune Bururi, Commune Shombo de Muramvya, Commune Rusaka de Mwaro, Gitega, Jenda, Kanyosha, Kibenga, Mayuyu, Mukike, Musaga, Muyinga, Muyira de Bujumbura rural, Ngagara, Rumonge et Sororezo etc... on a enregistré des manifestations contre votre 3<sup>ème</sup> mandat. Lors du coup

d'état manqué du 13 mai 2015, les débordements de joie et autres manifestations d'approbation en provenance de Bwiza et Buyenzi ont éclipsé de loin les quatre quartiers que vous avez singularisés.

Monsieur le Président,

Ces localités qui manifestent sans désespérer constituent un pourcentage élevé du territoire burundais et hébergent une population d'électeurs qui rejettent ouvertement un Chef d'état qui les méprise. Nulle part au monde, aucun citoyen n'accepte qu'un président nourri et blanchi au prix de la sueur du contribuable soit traité de quantité négligeable. Le Burundi n'échappe pas à cette sacro-sainte règle du simple bon sens. Ces enclaves que vous minimisez représentent facilement entre 30 et 35 % de l'électorat. À ce jour, les forces de police ont fait plus de 32 morts, massacrés par balles réelles, parfois à bout portant. Les hordes qui opèrent d'ignobles assassinats politiques et terrorisent les leaders de l'opposition et de la société civile semblent en marche. Les martyrs de la machine oppressive proviennent de toutes les provinces du pays, sont issus de toutes les ethnies. Ils ont des pères, mères, oncles, tantes, sœurs, frères, neveux, nièces en âge de voter qui pleurent leurs morts et qui ne voteront jamais pour vous. Ils ne vous pardonneront jamais l'outrecuidance que vous alliez allègrement jouer au football dans des enclaves hyper-protégés quand les leurs étaient livrés aux balles et grenades des milices et police sans foi ni loi. Si vous ajoutez les 150.000 compatriotes qui ont voté avec leurs pieds en cherchant refuge dans les pays limitrophes, et le flot ininterrompu de départs enregistrés ces derniers jours, vos chances de décrocher ce mandat de toutes les discordes s'effritent comme une peau de chagrin.

Monsieur le Président,

Vous avez plusieurs scénarios pour sortir de la crise. Ces options sont de valeur inégale certes, mais sont toutes possibles et réalisables. Il vous suffira de choisir la meilleure pour vous, votre famille, votre parti politique et votre pays, dans l'ordre qu'il vous plaira de choisir.

Plan A : Pensez à l'empreinte que vous souhaitez laisser dans les annales de l'histoire du Burundi. Avalez tout orgueil égocentrique, faites sourde oreille aux sollicitations intéressées de vos thuriféraires et retirez votre candidature aux prochaines élections présidentielles de 2015. Le Peuple vous pardonnera les mauvais conseils qui vous ont été prodigués par quelques généraux de pacotille et communicateurs pyromanes. Umwami ntiyica, hica abasavyi. Eux pourront toujours aller se la couler douce incognito dans les maquis du Kivu, en Europe ou ailleurs. Jusqu'à ce qu'ils soient débusqués et déferés devant les juridictions compétentes pour répondre de leurs forfaits. Mais vous ? Vous aurez alors la chance d'arborer les lauriers de sénateur à vie, avec les honneurs et l'opulence qui accompagnent cette noble distinction. Vous aurez tout le loisir de consacrer du temps à vos occupations de pêcheur d'hommes, pour paver durablement la voie de la rédemption conduisant au paradis.

Plan B : Faites respecter le droit constitutionnel des citoyens à manifester pacifiquement, à exprimer leurs opinions. Même contre votre 3ème mandat. Engagez l'armée, la Police et le Service national de renseignement à remplir leur mission de servir et de protéger la population. Acceptez le recul des élections à une date raisonnable et donnez l'occasion au nouveau candidat aligné par votre formation politique de battre à plate couture vos adversaires, si possible. Que le meilleur gagne. Dans

l'entretemps, il serait tout à fait approprié de présenter vos condoléances aux familles éprouvées, de visiter les blessés qui gisent dans divers hôpitaux, et penser aux réparations à fournir aux médias privés vandalisés par les Imbonerakure. Placez-vous au-dessus de la mêlée, reprenez la stature d'homme d'état, il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'opinion.

Plan C : Votre gestion de cette phase critique de la crise burundaise est observée à la loupe par la nation, par la région et le monde. Laissez le système s'enliser dans la sauvage répression et le meurtre d'innocentes populations, poursuivez l'inacceptable muselage de la liberté d'expression, engouffrez l'armée, la police, la milice Imbonerakure et autres forces négatives dans la spirale des traitements cruels, inhumains et dégradants et autres crimes de guerre. Vous aurez délibérément choisi comme modèles Muhammad Hosni El Sayed Mubarak d'Egypte, Zine El Abidine Ben Ali de Tunisie et Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire. Les mêmes stratégies produisent les mêmes effets. Ne vous étonnez pas par la suite que le sort qui a été réservé à ces dictateurs sera le même qui vous sera infligé. N'oubliez surtout pas que votre mandat se terminera dans trois mois, le 26 août 2015. Voulez-vous qu'à ce moment le pays soit en lambeaux et caractérisé par ressentiments, rancœurs, pleurs et grincements de dents? Vous risqueriez alors d'être éjecté de la scène politique peu cérémonieusement. Cette claque de votre vie serait cinglante, humiliante à souhait. Votre nom serait marqué à jamais d'opprobre au fer rouge dans les annales de la Nation. Dans cette situation, vous et vos acolytes serez traînés devant les juridictions pénales nationale et internationale. Les forces vives du Burundi, débarrassées de la maléfique oppression et appuyées par la médiation internationale, mettront en place un gouvernement de transition sans vous, sans le CNDD-FDD car individuellement et collectivement coupables de mauvaise gouvernance et de crimes contre l'humanité.

Plan D : Version abrégée et accélérée du Plan C, tout se passant avant le 26 août, fin du mandat présidentiel régulier en cours. Vous pourriez être éjecté suite à un vrai coup d'état, effectué par des militaires qui en ont marre de se retrouver dans la situation inconfortable de mener une guérilla sanglante contre des populations sans armes qui les vomissent, au lieu de défendre l'intégrité territoriale du pays, mission sacrée pour laquelle ils ont été formés. Contrairement à ce qu'on peut vous rapporter pour endormir votre méfiance, il n'y a pas d'unanimité au sein de l'armée quant à la justesse ou la justification des mesures et instructions que vous donnez pour gérer les manifestations. Certains officiers veulent arrêter cette descente aux enfers et cette dérive inexorable vers la guerre ethnique dévastatrice en vies humaines.

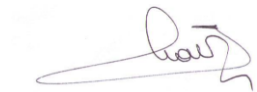
Plan E : Vous poursuivez la course effrénée vers des élections au forceps dont le résultat est contesté. Sur instigation des forces maléfiques qui endeuillent le Burundi, les Interahamwe assistés des Imbonerakure déclenchent des velléités de déstabiliser le Rwanda. Le Président Paul Kagame et ses Forces de défenses y répondent vigoureusement. Ils défendent l'intégrité du territoire et la paix et la sécurité du peuple rwandais, et usant du droit de poursuite, ramènent la guerre au Burundi. Mbuye occupé et Bujumbura en ébullition, vous n'aurez plus où vous terroriser. Vous et les proches collaborateurs réfugiés dans le Sud-Kivu serez cueillis et vous bénéficieriez d'un ticket aller-simple pour La Haye. Et votre calvaire ne fera que commencer. L'État burundais va saisir tous les biens mal acquis, et vos comptes bancaires seront gelés en attendant le résultat des enquêtes pour déterminer la provenance licite ou illicite des fonds. La Commission Vérité et Réconciliation commencera enfin à travailler, sans

entraves, et décidera d'analyser en priorité les faits tout frais de l'année fatidique 2015. Le deuxième chapitre se penchera sur la période sombre de 1993-2015. Ainsi, le CNDD-FDD sera sommé de répondre de tous les crimes commis sous le couvert de la rébellion contre le pouvoir Hima de Bururi. Pendant ce temps, votre famille sera en train d'errer comme une âme en peine, survivant grâce à la pitié et la générosité dictées par leur triste sort. Adieu vins raffinés, veaux gras et intendance payés par le contribuable burundais.

Monsieur le Président, à vous de jouer. Montrez qu'il vous reste encore assez de lucidité pour adopter la solution qui est bonne pour vous et pour le peuple du Burundi. L'erreur est humaine, persévérer dans son erreur est diabolique.

Avec tous mes respects,

Tharcisse Ntakibirora

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Tharcisse Ntakibirora', with a long horizontal stroke extending to the left.

Ambassadeur à la retraite